## Centrale EDF: anxiété alternative

**Social.** En confirmant vendredi sa volonté de voir fermer la centrale thermique du Havre à l'horizon 2022, François de Rugy a plongé un peu plus dans le flou le personnel du site de production d'électricité.

es fermetures des tranches 1 et 2, je les avais apprises par les médias. Alors si vous avez des nouvelles... » Comme chaque jour depuis 2004, Isabelle (prénom d'emprunt) vient de garer sa voiture au pied des immenses cheminées (240 m) de la centrale thermique pour y prendre son poste. Mais pour encore combien de temps? Car en visite au Havre pour lancer le Pacte territorial de Transition écologique et industrielle, le ministre de la Transition écologique, François de Rugy, a confirmé que « la sortie du charbon sera échelonnée d'ici à 2022. Bien sûr, cela concerne Le Havre. » Une annonce finalement creuse aux yeux du personnel rencontré. « On a bien compris que tout le monde souhaitait la mort du charbon, mais c'est aussi de nous dont il s'agit. Or, là, on ne sait rien... » s'inquiète Isabelle.

Un moment d'anxiété que traverse également Vincent, dans l'expectative. « On a surtout l'impression de ne pas être écoutés, comme sacrifiés sur l'autel de la politique du gouvernement qui cherche à redorer sa vitrine environnementale après ne pas avoir su le faire pour le glyphosate. Or, la production d'électricité par le charbon ne représente que 1 % des émissions de CO2 en France. Mais audelà de la question politique se pose forcément celle des conséquences humaines. »

Chaque salarié rencontré ne manque pas de rappeler qu'une écoute psychologique a été mise en place. « Peut-être parce que c'est difficile de faire face à une injustice. Surtout parce qu'on ne sait pas de quoi sera fait notre avenir. Si on ferme, et surtout quand. Si on participe au démantèlement ou si tout le monde doit quitter les lieux. On ne sait rien, d'autant que l'on doit faire face au statu quo de notre direction qui attend que l'État publie le calendrier des fermetures (cinq unités à travers la France sont concernées). »

Selon ces personnels, l'équipement du Havre pourrait être le premier impacté... Et ce dès 2020.

## « L'État et EDF se renvoient la balle »

Pour Dominique, « la stratégie de l'entreprise n'est pas respectée par son actionnaire, certes majoritaire (83,7 %), pour une simple raison politique. » Un bras de fer ou un jeu de dupes que tous soulignent. « On a vaguement l'impression que l'État et EDF se renvoient la balle. Personne ne voulant véritablement trancher », avance Isabelle. Vendredi, François de Rugy plaçait EDF face à sa responsabilité de « donner des réponses précises », quant au projet EcoCombust (production d'électricité à partir de biomasse sur laquelle travaillent conjointement les centrales de Cordemais et du Havre). « Le ministre a



eu à plusieurs reprises sur son bureau des études montrant que ce projet est viable », s'agace Guillaume Argentin, délégué syndical CGT. Au fil des mois, ce dossier prenait la tournure d'un itinéraire bis, d'une issue de secours pour tout ou partie de l'activité de la centrale.

Avant une première alerte. Ainsi, le 28 janvier, EDF annonçait la mise en place « d'un travail préalable à une décision sur le projet Ecocombust », sans que ne soit cité Le Havre. Puis le 3 avril, RTE (Réseau de transport d'électricité), audelà de souligner l'inutilité de la centrale thermique, se disait non favorable à son intégration à Eco-Combust. « Alors qu'on dégagerait soixante fois moins de CO2 que la centrale au gaz de Landivisiau pour laquelle le contribuable a déjà versé 800 M€ pour qu'elle voie, peut-être, le jour. On ne saura pas sur quel pied

danser tant qu'une décision tranchée n'aura pas été actée. Mais on en est peut-être loin. Et pour cause, EDF a investi au Havre pour que l'unité produise jusqu'en 2035 (160 M€). Si l'État prend la décision de tout arrêter, peut-être devra-t-il mettre la main à la poche. Alors que si EDF le fait... » Selon le délégué syndical, 170 salariés EDF travaillent à la centrale, sur un total de 800 à 1 000 emplois directs et indirects. Parmi ces derniers, les cinquante-trois agents portuaires et dockers à STMC6 (le quai à charbon du port du Havre, à deux pas de la centrale thermique). Or, la Fédération nationale des ports et docks (FNPD-CGT), alerte sur « l'incohérence d'afficher sa volonté de développer les ports français et la décision de l'arrêt des importations et du transport du charbon ».

Paradoxe que relaie localement Johann Fortier, secrétaire du syndicat

CGT des dockers du Havre. « Audelà du cas du charbon, nous nous inquiétons des conséquences de cette politique de transition écologique sur divers trafics tels que celui de la bauxite ou encore du diester. Que nos emplois et nos métiers soient respectés et que l'on ne se contente pas de nous répondre que l'on reclassera du personnel dans l'éolien. On ne dit pas qu'il faut brûler du charbon éternellement, mais pourquoi en France, on fixe 2022 quand l'Europe repousse ces mêmes fermetures à 2025-2027? L'Allemagne vient d'annoncer qu'elle n'en sortirait qu'en 2038. Elle se donne vingt ans. C'est incompréhensi-

CHRISTOPHE FREBOU

Une délégation de la FNPD sera reçue à Matignon le 6 mai. En l'absence de réponses favorables, elle appellera, le 3 juin, à un arrêt de travail de 24 heures sur l'ensemble des ports français.

## TELLEMENT D'ARGENT GASPILLÉ

Au cœur du quartier des Neiges, peu de personnes s'émeuvent de la fermeture de la centrale thermique, parce qu'elles ne connaissent tout simplement pas de salariés concernés. « Les gens n'en parlent pas vraiment par ici et les salariés ne fréquentent pas les commerces du coin », explique Sophie Lepiller, qui tient l'épicerie Le Village depuis quelques mois. « Non seulement les gens de la centrale ne fréquentent pas le quartier, mais ils ne vivent pas par ici », ajoute Jérôme, un client rencontré au sein du bar Le village. Des propos confirmés par le boulanger du quartier, Pascal Lesauvage. « Là où est située la centrale, les salariés partent directement vers Le Havre sans venir consommer chez nous. Ce sont plutôt les dockers ici qui nous font vivre. » Il n'y aura donc pas, comme le confirment l'épicière, la patronne du bar et le boulanger, d'impact économique, mais « si les cheminées étaient démontées, ce serait une perte d'identité pour le quartier. De très loin, on voit ces cheminées, c'est un symbole », dixit le boulanger.

Un vrai gâchis

Pour Roger Loiselier, 71 ans, qui vit dans le quartier depuis qu'il est né, « il y aura tellement d'argent gaspillé avec cette fermeture! » Ce dernier, retraité depuis 2005, a travaillé

pendant des années pour une entreprise de chaudronnerie qui a fermé en 1995 et se trouvait au pied de la centrale. « J'ai vu le terrain vague se transformer avec la construction de la centrale et ses cheminées. À l'époque, il y avait beaucoup plus de salariés et d'intérimaires qui y travaillaient, explique Roger. J'ai vu au fur et à mesure les effectifs décliner et maintenant, c'est la fermeture. C'est dommage pour la ville, regrette-t-il. Cependant, le quartier sera moins traumatisé par cette fermeture que par celle de l'entreprise ACH il y a vingt ans. »

VIRGINIE VEISS



Roger Loiselier, 71 ans, habitant du quartier des Neiges, exprime son regret de voir la centrale fermer